

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2781 - MERCREDI 7 DÉCEMBRE 2016

ENJEUX POLITIQUES

La médiation de la Céncoco entre dans une phase décisive



Joseph Kabila recevant la délégation des évêques catholiques

La Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncoco), récemment encouragée par le chef de l'État à poursuivre sa mission de bons offices, est chargée de rencontrer les responsables politiques n'ayant pas participé au dialogue et de les amener à accepter l'accord politique

concernant les élections. Le Rassemblement, qui a déclaré se tenir pleinement à la disposition des prélats catholiques pour les négociations directes en vue d'aboutir à un compromis politique global, attend d'eux des propositions concrètes allant dans le sens de ses revendications. Entre-temps, la majorité présidentielle et l'opposition

signataire de l'accord du 18 octobre, qui avaient déjà pris acte de l'échec présumé de la mission de la Céncoco, redoutent tout rapprochement avec l'opposition radicale. Un nouveau consensus pourrait changer la donne politique et court-circuiter des ambitions.

Page 12

DÉCRISPATION DE LA CRISE

Le Front pour le respect de la Constitution maintient la proposition d'un dialogue technique

Pour cette plate-forme politique de l'opposition qui entend contribuer aux efforts de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncoco), sa position n'est pas loin de l'idée de la commission technique proposée par les évêques catholiques. Le Front fustige l'attitude de la majorité présidentielle et de certains acteurs politiques qui considèrent comme un échec les efforts menés par les évêques « *parce que mus par le souci du partage des postes que par la recherche d'une véritable solution à la crise* ». Ce regroupement qui n'a pas été partie prenante au dialogue a estimé indispensable d'apporter sa contribution à la médiation en cours menée par les princes de l'Église. Selon lui, la mission de la Céncoco a pu cristalliser les points de convergence et de divergence extraits de différentes contributions reçues.

Page 12

MESURES SÉCURITAIRES

Monusco actualise son plan d'urgence à Kinshasa

Intervenant lundi devant le Conseil de sécurité par le biais d'une vidéo conférence, le chef de la Monusco a évoqué un « sentiment d'appréhension » au fur et à mesure que se rapproche l'échéance du 19 décembre tout en faisant part des dispositions sécuritaires prises pour contenir tant soi peu les effets pervers de déstabilisation qui pourraient gangrener le pays. Aussi la mission onusienne en RDC sera-t-elle amenée à actualiser son plan d'urgence pour atténuer la violence politique et protéger les civils dans la mesure du possible. D'après Maman Sidikou, la Monusco s'attellera à renforcer sa présence à Kinshasa pour mettre en œuvre son mandat de protection des civils et placera des équipes mobiles dans les grandes villes du pays pour signaler les restrictions et les violations des droits de l'Homme.

Page 12



Maman Sidikou, le chef de la Monusco

CAN - GABON 2017

La RDC privée de Yannick Bolasia

Le virevoltant ailier gauche, Yala Yanick Bolasia, qui passe pour un des atouts offensifs de taille de la RDC s'est grièvement blessé le 4 décembre alors qu'il disputait sous les maillots de son club Everton un match de la première ligue anglaise contre Manchester United. Blessé sérieusement aux ligaments croisés de son genou droit, Yanick Yala Bolasia en instance d'être opéré sera indisponible pendant plusieurs mois sur l'aire de jeu. Coup dur pour la RDC qui sera obligée de se passer des services de son attaquant lors de la prochaine CAN-Gabon 2017. Une grande perte pour le sélectionneur national qui devra s'appuyer



sur d'autres talents pour tenter de compenser le vide ainsi créé par rapport à son plan de jeu.

Page 14

ÉDITORIAL

Crise

Les événements qui ont émaillé les dernières semaines ne laissent hélas ! aucun doute sur le fait que l'Europe est à nouveau malade : malade d'une richesse et d'un confort qui faussent sa vision du monde, malade d'un égocentrisme et d'un égoïsme qui la poussent à un repli suicidaire sur elle-même, malade d'une méfiance historique entre ses différentes composantes qui lui interdit de s'unir réellement et durablement.

Du Brexit qui marque la sortie de la Grande-Bretagne de l'Union européenne à la crise politique que traverse la France avec le prochain retrait de son président François Hollande, la démission de son Premier ministre Emmanuel Valls et les déchirures de la gauche qui les accompagnent, en passant par l'échec en Italie de la réforme constitutionnelle voulue par l'ex-Premier ministre Matteo Renzi, par la montée du populisme dans pratiquement tous les pays de l'Union, par la fermeture des frontières aux migrants venus du Sud, ce sont toutes les valeurs fondatrices de l'Europe qui volent en éclats les unes après les autres. Et l'on voit mal ce qui, aujourd'hui, pourrait inverser la vague destructrice qui s'abat depuis des mois sur le Vieux continent.

Même si cette vague ne concerne nullement les peuples comme le nôtre qui ont vu se distendre inexorablement, au fil des années, les liens étroits unissant l'Afrique et l'Europe, il convient de réfléchir sans plus tarder aux conséquences directes et indirectes qu'elle pourrait avoir pour eux, pour nous, à plus ou moins brève échéance. D'abord, évidemment, sur le plan stratégique avec l'affaiblissement de grandes puissances qui contribuaient jusqu'à présent à la prévention et à la gestion des crises sur le continent. Ensuite sur le plan économique et financier avec la détérioration possible sinon probable de l'euro et ses conséquences prévisibles sur le franc CFA, cette monnaie commune qui unit quinze pays africains.

Le pire, tout le monde en conviendra, n'est jamais certain. Mais rien ne serait plus dangereux, aujourd'hui pour nous, que de fermer les yeux sur la réalité. Une réalité qui nous échappe à nous Africains comme elle échappe aux Européens eux-mêmes et qui, malheureusement, pourrait bien poser un jour prochain de sérieux problèmes.

Les Dépêches de Brazzaville

COOPÉRATION

Des hommes d'affaires français envisagent d'investir au Congo

Une délégation française conduite par le député Michel Terrot a été reçue en audience le 6 décembre par le président de l'Assemblée nationale, Justin Koumba. Les deux parties ont échangé sur la situation post-électorale au Congo et l'actualité politique en France.

A la fin des entretiens, Michel Terrot a indiqué à la presse que les deux parties ont tourné et retourné les questions relatives aux secteurs prioritaires favora-

bles pour les échanges commerciaux entre nos deux Etats dans les tout prochains mois », a déclaré Michel Terrot.

En outre, le chef de la délégation

les conséquences de la démission du Premier ministre, Manuel Valls sur la vie politique française, à une année de l'élection présidentielle, Michel Terrot a répondu sans ambages : « Nous sommes une délégation de trois députés républicains. Tous les trois, nous avons soutenu François Fillon qui vient de gagner di-



Une vue des participants à l'audience

bles pour les hommes d'affaires français pour qu'ils investissent au Congo.

« ... l'Assemblée nationale du Congo est actuellement en session budgétaire. Cela nous paraît très important ; parce que notre mission, qui est organisée par l'ambassadeur du Congo à Paris, Rodolphe Adada, est à la fois diplomatique et économique. Nous avons étudié comment réorganiser les

française a annoncé qu'il est prévu au printemps 2017 à Paris un symposium économique qui va regrouper de nombreux partenaires économiques et politiques de la France. « Nous comptons beaucoup sur les interlocuteurs congolais afin qu'ils nous disent les secteurs prioritaires dans lesquels les hommes d'affaires français peuvent investir », a-t-il expliqué.

Invité par la presse à commenter

nement les primaires et est donc candidat à l'élection présidentielle de 2017. Nous allons voir comment l'aider afin qu'il ait une politique africaine appréciée par tous. Nous allons nous y employer », a-t-il conclu. Notons que la délégation française a été accompagnée à cette audience par l'Ambassadeur du Congo en France, Rodolphe Adada.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service); Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath (Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaine Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndonga, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Farel Mboko
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Martial Mombongo
Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaine Eta Anto
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Mauakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngono

TRAVAUX ET PROJETS TRANSVERSES

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Directeur : Philippe Garcia
Assistante : Sylvia Adhass

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaïne Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service pré-presses : Eudes Banzouzi
Chef de production : François Diatoulou Mayola
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 983 9227 / (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepêchesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : (+242) 05 532.01.09
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

PARTENARIAT

Une délégation du FMI en mission de travail à Brazzaville

Le directeur Afrique du Fonds monétaire international (FMI), Abebe Aemro Selassie, séjourne dans la capitale congolaise, où il sera reçu ce mercredi par le président Denis Sassou N'Gusso. Une importante déclaration sur les perspectives économiques du Congo est attendue à l'issue de cette rencontre.

En attendant le tête-à-tête avec le président congolais, le monsieur Afrique du FMI a été reçu mardi 6 décembre par le Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba, en présence du ministre

rique économique du pays », a-t-il indiqué.

Le FMI est un partenaire financier de la République du Congo et des autres pays de la sous-région. « J'ai eu d'excellents entretiens ce matin

tion et en Afrique », a déclaré le directeur Afrique du FMI.

D'après un cadre du ministère des finances, les discussions auraient porté sur la politique d'ajustement compte tenu de la situation économique actuelle. Le Congo serait favorable à un ajustement « interne », adopté par le gouvernement lui-même, qui consiste à réduire les charges de l'Etat, et éviter des investissements lourds, et à favoriser davantage de rigueur



Siège du ministère des Finances

des Finances et du budget, Calixte Nganongo.

Face à la presse, Abebe Aemro Selassie a dévoilé l'objet de sa première mission au Congo. « Je suis ici surtout pour prendre contact avec les autorités congolaises et pour me familiariser avec la poli-

avec le ministre des Finances et du budget, et je viens d'échanger avec le Premier ministre sur les potentialités et perspectives économiques du Congo. Nous avons également eu un bon échange d'idées sur le développement économique dans la sous-ré-

des finances publiques.

« Le FMI veut humaniser les relations avec ses partenaires, c'est-à-dire ouvrir des discussions au lieu d'imposer des politiques de réformes », a confié ce fonctionnaire proche du dossier.

Fiacre Kombo

SCIENCES

Les chercheurs expriment leur volonté de travailler

Le 5e symposium interne de l'Institut national de recherche en sciences de la santé (IRSSA) s'est tenu le 3 décembre à Brazzaville sous la direction du professeur Charles Gombé Mbalawa, avec l'objectif de faire la promotion des résultats de la recherche.

A la faveur de cette rencontre, les chercheurs ont restitué les résultats de leurs travaux de laboratoire. Ils ont par exemple démontré, que le cancer est une maladie génétique et en ont proposé certains traitements.

Plusieurs sujets ont été développés, parmi lesquels « le cycle du plasmodium : intérêt pour la lutte antipaludique » ; « l'utilisation des poissons larvivores dans la lutte biologique : cas de *Poecilia reticulata* » ; « l'évaluation des effets anti-inflammatoires et antalgiques de *Heinsia crinita* » ; « la caractérisation chimique de 7 plantes oléagineuses couramment utilisées par la population Congolaise » ; « l'intérêt de la mise en place de la culture cellulaire » ; « Qu'est-

réduction scientifique ».

La directrice scientifique à l'IRSSA, Marie Claire Makambila née Koubemba, a commenté certains résultats en ces termes : « Pour l'immunologie de l'organisme humain, les chercheurs ont indiqué qu'il y a des perspectives avec les plantes médicinales. Il y a une plante qu'on peut valoriser déjà parce qu'on a fait des études de toxicologie et pharmacologie qui sont très prometteuses ».

Les chercheurs ont également évoqué les vertus médicinales et nutritionnelles des huiles végétales. Ils peuvent abimer la santé humaine car certaines peuvent contenir abondamment d'acides gras. « On peut par exemple conseiller l'huile d'avocat qui est bonne pour la santé et éviterait les accidents cardio-vasculaires (AVC) », a commenté la directrice scientifique à l'IRSSA.

Au terme de cette rencontre, le Pr Charles Gombé Mbalawa a largement expliqué aux chercheurs les critères exigés lors de la rédaction scientifique.

Rappelons que le calendrier de



Séance d'exposition de résultats de la recherche/Adiac

ce qui démontre que le cancer est une maladie génétique ? » ; l'extraction de l'ADN par Boiling Method » ; « les perspectives de la contribution de l'immunologie en médecine moderne et traditionnelle du Congo » et enfin « la

l'Institut national de recherche en sciences de la santé (IRSSA) prévoit par année trois symposiums destinés à faire la promotion des résultats de la recherche et des investigations scientifiques.

Fortuné Ibara

DÉVELOPPEMENT

Une Journée de réflexion sur la prospective au Congo s'ouvre ce mercredi

Initiées par le ministère délégué auprès du Premier ministre chargé de l'économie numérique et de la prospective, ces assises nationales vont permettre de coordonner la vision et les actions étatiques afin d'élaborer le document prospectif Congo-émergent 2017-2036.

Cette Journée de réflexion sur la prospective au Congo organisée en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), est placée sous le haut patronage du Premier ministre, chef du gouvernement, Clément Mouamba.

En effet, la mise en œuvre de tout programme ou projet de développement comme le document prospectif, nécessité au



Le ministre Benoît Bati

préalable une étude prospective en vue de la prise en compte de

l'évolution et des réalités socio-économiques et culturelles.

C'est ce qui justifie, d'après les organisateurs, cette initiative du gouvernement congolais.

Ces assises vont mobiliser plusieurs participants parmi lesquels des chefs des institutions constitutionnelles, des membres du gouvernement, des élus nationaux, des décideurs politiques, des universitaires et chercheurs etc.

La prospective étant une discipline à laquelle on fait appel pour avoir un regard sur l'avenir destiné à éclairer l'action présente, son apport a été reconnu dans l'essor industriel et économique des pays développés. Elle permet une prise en compte à long terme pour la gestion efficace du développement. Les différents exposants invités à ce forum vont devoir intervenir sur trois principaux

thèmes : « l'état des lieux des études prospectives » ; « enjeux, défis et perspectives de la prospective au Congo » ; et « prospective : diversification économique et émergence du Congo ». Au cours des discussions qui auront lieu dans la salle de conférence du ministère de la Justice, les intervenants tenteront aussi d'anticiper les inflexions qui pourront résulter de nouvelles législations, de nouveaux comportements sociaux, la problématique relative à la formation et l'emploi des jeunes, le développement de l'économie numérique, et d'autres contraintes variées telles que les évolutions des marchés, les contraintes environnementales, etc.

F.K.

PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Les gestionnaires des ressources humaines améliorent leurs connaissances professionnelles

Le secrétariat général de la présidence de la République, a ouvert le 6 décembre, un séminaire de formation à l'intention des gestionnaires des ressources humaines (GRH). Objectif : améliorer la qualité des ressources humaines, en vue de rendre l'administration présidentielle plus performante, capable de relever les défis du développement.

Ce séminaire de formation est animé par le groupe AMOS Partner's, dans le cadre de l'accord de partenariat signé, le 14 janvier 2014, avec la présidence de la République.

Ainsi, pendant deux jours, à travers différents exposés développés par les experts d'AMOS Partner's, les gestionnaires des ressources humaines de la présidence de la République vont acquérir de nouvelles connaissances techniques et managériales dans la gestion du personnel.

Ces thèmes bien ciblés, portent entre autres sur « L'évolution de la fonction des ressources humaines dans les entreprises privées et publiques », avec pour sous thèmes : l'évolution des activités de la fon-



Une vue des gestionnaires des ressources humaines (photo adiac)

tion du RH, le positionnement de la fonction du RH dans l'organisation ainsi que les principaux enjeux de la fonction du RH. Un autre thème phare au programme : « La GRH, une fonction partagée ». Celui-ci est composé de

quelques sous thèmes à savoir : les compétences pratiques et managériales dans le domaine de la gestion des ressources humaines et le partage de la fonction RH entre DRH et les managers. Ces thèmes visent à mieux offrir aux

participants des connaissances professionnelles diversifiées.

Au terme de cette formation, les gestionnaires des ressources humaines de la présidence de la République devraient être capables d'accomplir avec professionnalisme

les tâches qui leur sont imparties. Ces derniers devront aussi maîtriser les principales missions d'une direction des ressources humaines et celles des ressources humaines de la présidence de la République et bien d'autres missions y relatives.

« *Aucun développement ne peut être envisagé, ni encore, réalisé sans des ressources humaines de qualité. Mais, pour qu'elles le soient, nous devons tous veiller efficacement à les encadrer, à assurer au mieux leur bien-être, à être à l'écoute attentive de leurs besoins et d'assurer la formation en vue d'améliorer leurs compétences techniques et comportementales* », a affirmé le secrétaire général de la présidence, Jean-Baptiste Ondaye, qui a patronné la cérémonie d'ouverture des travaux.

« *Notre objectif reste surtout de clarifier certaines notions, mais aussi de présenter ou de rappeler les outils qui permettront de mettre en place une gestion prévisionnelle des emplois et des compétences* », a conclu le président du groupe AMOS Partner's, Azzidine Maach.

Firmin Oyé

CONGO-FRANCE

Les programmes d'assistance en matière de santé passés au peigne fin

Cerner les priorités du département de la Santé et élaborer les programmes d'assistance, tels ont été les principaux points à l'ordre du jour de la séance de travail que la ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo a eue le 5 décembre à Brazzaville avec l'ambassadeur de France au Congo, Bertrand Cochery en présence de la représentante de l'OMS au Congo, Fatoumata Binta Diallo.

« *C'était un tour de table qui nous a permis de voir à partir de la définition de ces priorités par rapport à nos actions, comment faire évoluer les formes de notre assistance, de manière à ce que nous soyons plus en phase les uns avec les autres, par rapport aux exigences en matière sanitaire, et quelles sont les priorités du côté congolais* », a confié l'ambassadeur Bertrand Cochery, à l'issue de cette séance de travail. Il a également déclaré que cette rencontre était importante dès lors que la France est engagée depuis longtemps au Congo dans le domaine de la santé et compte bien continuer à l'être. « *Evidemment, le sujet qui préoccupe tout pays, c'est la lutte contre les épidémies. Ensuite on a discuté sur des sujets tels que les districts sanitaires ; la formation, la pharmacie centrale qui a, quant à elle, besoin d'un vrai processus de réforme* », a-t-il poursuivi.

Le diplomate français affirme avoir réfléchi de manière générale aux différents programmes d'assistance, tels que les bourses de formation, les problèmes d'expertises, les différents moyens offerts par les Fonds mondiaux, notamment le Fonds mondial de lutte contre le paludisme et la tuberculose, ainsi que les actions susceptibles d'être menées par l'Agence française de développement (AFD). « *Ce sont des grands moyens qui fédèrent les différents pays, leur permettant sans doute d'arriver à une action plus ciblée et plus précise* », a-t-il conclu.

Guillaume Ondzé

Brèves

Gabon

Deux militants de la société civile ont lancé un appel au « boycott et au sabotage » de la Coupe d'Afrique des Nations de football 2017, si les organisateurs n'annoncent pas son transfert vers un autre pays plus stable d'ici le 15 décembre. Les deux signataires de cet ultimatum, l'opposant gabonais Marc Ona Essangui, figure de la société civile locale et le Français Laurent Duarte, mettent aussi en avant une éventuelle « atteinte à la sécurité des équipes et des joueurs ». La CAF avait démenti, le 23 novembre, les rumeurs persistantes de délocalisation de la CAN-2017, affirmant qu'« il n'a jamais été question de trouver un pays de substitution ».

Nigéria

La présidence nigériane affirme que la communauté internationale et les organisations humanitaires exagèrent la crise alimentaire dans le nord-est du pays, dévasté par le conflit contre les jihadistes de Boko Haram, pour attirer le soutien des donateurs. Le porte-parole de la présidence, Garba Shehu, reconnaît que le conflit qui oppose Boko Haram à l'armée nigériane a fait plus de 2 millions de déplacés, niant la peur d'une famine de masse. Le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) a affirmé que 5,1 millions de personnes seront confrontées à de graves pénuries alimentaires en 2017. Le conflit de Boko Haram a fait au moins 20.000 morts et 2.6 millions de déplacés depuis 2009.

RCA

La tension est encore vive à Bakala dans la préfecture de la Ouaka. Depuis quelques jours, de violents affrontements opposent des éléments de l'UPC à ceux du FPRC. La Minusca assure avoir pris des dispositions pour protéger les civils et mettre fin aux violences. Pour l'instant, aucun bilan n'est encore disponible. Les deux factions Séléka rivales se battent pour le contrôle de ce village, une zone minière. Le FPRC et l'UPC s'affrontent depuis plusieurs semaines dans les localités de Bria et de Karaga dans la Haute-Koto. Selon un rapport publié lundi par Human Rights Watch, ces violences ont provoqué la mort de 14 civils et d'au moins 115 combattants des deux groupes.

Pétrole

La Russie annonce une réunion samedi à Vienne, entre les principaux pays producteurs de pétrole, membres ou non de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui cherchent à finaliser un accord sur une diminution de leur offre pour faire remonter les prix. Les pays membres de l'Opep sont parvenus à se mettre d'accord sur une réduction de leur production de 1,2 million de barils par jour à partir de janvier 2017, ce qui a déclenché un rebond des cours. Après avoir atteint leur plus haut niveau en près d'un an et demi, les prix du baril se repliaient mardi matin, à 54,62 dollars.

Espagne/Maroc

La police espagnole a saisi plus de 2,5 tonnes de cocaïne sur un bateau de pêche marocain, ainsi que l'arrestation de 24 trafiquants présumés, membres d'un réseau opérant entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique du Sud. Des Colombiens, des Espagnols et des Marocains composaient ce réseau, qui disposait d'un « énorme déploiement de bateaux pour le trafic de cocaïne en haute mer », leur permettant d'utiliser trois ou quatre embarcations en même temps afin de rendre plus difficile le travail de la police. L'Espagne est l'un des principaux points d'entrée de la drogue en Europe, du haschich du Maroc, mais aussi de la cocaïne en provenance d'Amérique latine. En 2015, la police espagnole a intercepté au total près de 23 tonnes de cocaïne.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

CEMAC

Vers la création d'un organisme communautaire d'harmonisation des normes commerciales

Dans l'idée d'encourager les échanges commerciaux et intra régionaux à arrimer aux exigences internationales en matière de commerce, les pays membres de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique Centrale (Cémac) ont résolu de créer un organisme régional destiné à mettre sur pied les stratégies d'harmonisation des normes commerciales intitulé : CEMACNORM. L'annonce a été faite, le week-end dernier à Douala au Cameroun, notamment au terme d'une réunion des ministres en charge des questions de normalisation en Afrique.

En effet, selon le communiqué final rendu public au terme de la réunion, la création de cette structure permettra de palier aux difficultés liées aux infrastructures de transport notamment, l'existence de barrières et l'absence d'une organisation efficace. D'autant plus, les statistiques illustrent que le commerce intra régional est encore embryonnaire et ne représente que 2,8% des échanges commerciaux contre 19,2% pour la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), 11% pour le

marché commun de l'Afrique de l'Est et Australe (Comesa) et 8,92% pour la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CDEAO). « Pour contrer cette difficulté et rendre dynamique le commerce intra régional, une structure d'harmonisation des normes doit voir le jour. La nouvelle vision s'inscrit dans l'optique du Programme infrastructure qualité (PIQAC) dont les six pays membres de la Cematic sont signataires », a indiqué le communiqué final avant de pré-

ciser que ce mécanisme deviendra un catalyseur d'intégration économique au niveau sous-régional et international. Notons que le PIQAC est financé par l'Union européenne (UE) avec pour objectif principal, le renforcement de la compétitivité et la diversification des secteurs productifs en Afrique centrale, à travers le soutien apporté aux institutions nationales et régionales de l'Infrastructure Qualité. Ce programme vise à créer un environnement favorable au commerce, en assurant la conformité aux normes et exigences techniques internationales. Il a été mis en œuvre par l'ONUDI, en partenariat avec la Communauté économique et monétaire des Etats de l'Afrique centrale (Cémac) sans oublier la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale (Ceeac).

Rock Ngassakys

MALI

Une cinquantaine de détenus s'évadent d'une prison

Des assaillants jihadistes présumés ont attaqué à l'arme lourde, la prison de Niono, dans le centre du Mali, laissant s'évader une cinquantaine de détenus, et blessé deux gardes.

« De présumés jihadistes ont attaqué, dans la nuit de lundi à mardi avec des armes lourdes, la prison de Niono. Ils ont gravement blessé deux membres de la garde nationale, avant de libérer au moins 47 prisonniers, dont un combattant jihadiste », a déclaré un responsable de la mairie de cette ville à près de 115 km au nord de Ségou, le chef-lieu de région et environ 350 km au nord-est de Bamako.

De source policière, ces as-

saillants savaient exactement où se trouvait leur combattant arrêté récemment. Un renfort « pour sécuriser la ville » est arrivé sur place mardi, précise la même source. Selon l' élu local, les assaillants avaient été vus trois semaines auparavant aux environs de la prison, mais aucune précision supplémentaire n'avait pu être obtenue dans l'immédiat.

Cette attaque intervient près d'un mois après un assaut similaire à Banamba, à environ 140 km au nord-est de Bamako. Les hommes armés s'étaient rendus à la prison de Banamba, libérant une vingtaine de détenus, et avaient attaqué la gendarmerie et une banque. D'après une source pénitentiaire, ils semblaient à la recherche d'un

préssumé jihadiste proche du groupe nigérian Boko Haram qui était détenu à Banamba mais avait été transféré avant l'attaque vers un autre établissement.

Le nord du Mali était tombé en mars-avril 2012 sous la coupe de groupes jihadistes liés à Al-Qaïda. Ces groupes en ont été en grande partie chassés à la suite du lancement en 2013, à l'initiative de la France, d'une intervention militaire internationale qui se poursuit actuellement.

Mais des zones entières échappent au contrôle des forces maliennes et étrangères et depuis 2015, les attaques se sont étendues du Nord à d'autres régions du pays.

Josiane Mambou Loukoula

DISTINCTION

Fawzia Zouari, lauréate du Prix des cinq continents 2016

Le jury réuni au siège de l'OIF a décidé d'attribuer mardi matin le Prix prestigieux des cinq continents à Fawzia Zouari pour son roman *Le Corps de ma mère*.

Fawzia Zouari, écrivaine et journaliste tunisienne est docteur en littérature française et comparée de la Sorbonne. Elle vit à Paris depuis 1979. Le corps de

été séduit par le style « ample et empli d'émotions de l'écrivaine ».

Au préalable une sélection de dix ouvrages avait été effectuée par cinq comités de lecture dont l'Association Culture Elongo basée à Brazzaville que préside Jean Blaise Bilombo Samba. Culture Elongo qui compte près de 25 lecteurs, avait retenu *Le Corps de ma mère* en tête



ma mère est son dixième livre publié.

Le récit, « riche de sensations, de mémoire, de sentiments », raconte avec humour et poésie la vie des femmes bédouines tunisiennes et à travers elles, la révolte de sa mère qu'elle n'a pas toujours su comprendre. Fawzia Zouari écrit avec pudeur le long chemin que sa mère a dû entreprendre pour se libérer, sans la renier, d'une tradition ancestrale à l'égard des femmes.

Le jury présidé par Jean-Marie Gustave Le Clezio (Maurice), Prix Nobel de littérature, a

de sa sélection.

Doté d'un montant de 10.000 euros, le Prix des cinq continents permet de mettre en lumière des talents littéraires reflétant l'expression de la diversité culturelle et éditoriale en langue française sur les cinq continents.

Le Prix 2015 avait été attribué à In Koli Jean Bofane (RD Congo) pour son roman *Congo inc.* Le testament de Bismarck aux Editions Actes Sud (France). *Le Corps de ma mère* de Faouzia ZOUARI. 200 pages. Editions Joelle Losfeld.

Bénédicte de Capèle

L'Iran répète que Washington a « violé » ses engagements, promet « une réaction très dure »

Le président Hassan Rohani a accusé mardi les Etats-Unis d'avoir « violé » leurs engagements et a promis « une réaction très dure » de Téhéran, répétant ce que martèlent tous les dirigeants iraniens depuis les semaines de sanctions américaines pour dix ans.

Les Etats-Unis devront « faire face à notre réaction très dure à cette « violation », a prévenu le président Rohani dans un discours à l'université de Téhéran. « L'Amérique (...) est notre ennemi, nous n'avons aucun doute à ce sujet », a-t-il affirmé.

« N'en doutez pas, les Américains veulent nous mettre autant de pression que possible : nous devons résister et trouver une solution et nous y parviendrons », a-t-il ajouté.

Il y a « un consensus » en Iran à ce sujet, « il n'y a aucune différence d'opinion entre le gouvernement, le Majlis (Parlement) et le guide » suprême, Ali Khamenei, selon le président Rohani. Le président du Parlement, Ali Larijani, a estimé lors d'une conférence de presse à Téhéran, que « certaines sections » de l'accord nucléaire « auraient dû être écrites avec plus de précision

pour éviter des interprétations divergentes » entre les parties prenantes.

Il préconise « le dépôt d'une plainte concernant la violation » de l'accord par les Américains auprès d'un comité conjoint des signataires du texte. Cette question de « la violation » américaine et de la riposte iranienne doit être discutée lors d'une rencontre mercredi entre le président Rohani et d'autres hauts dirigeants iraniens.

Le Sénat américain vient de voter par 99 voix contre 0 la prolongation pour dix ans de sanctions qui ne sont pas liées

à l'accord sur le nucléaire iranien conclu en 2015 entre l'Iran et six grandes puissances, dont les Etats-Unis. La Chambre des représentants avait déjà voté en novembre une telle prolongation et le texte doit à présent être signé par Barack Obama.

Le régime actuel de sanctions, renouvelé tous les 10 ans depuis 1996, devait s'achever à la fin de cette année.

Les Etats-Unis ont suspendu les sanctions anti-iraniennes liées au nucléaire, mais en imposent d'autres liées selon Washington au non-respect des droits de l'Homme par Téhéran, à son soutien au « terrorisme » et à son

programme de missiles balistiques. Les dirigeants iraniens estiment que le renouvellement des sanctions américaines va à l'encontre de l'esprit de l'accord, par lequel Téhéran a limité son programme nucléaire en échange d'une levée partielle de sanctions imposées par les Etats-Unis et d'autres pays.

Les sanctions américaines pénalisent le secteur bancaire iranien ainsi que les industries de l'énergie et la défense. De ce fait, les retombées économiques de l'accord nucléaire ont été beaucoup moins prometteuses qu'espéré par l'Iran.

AFP

RCA

Des Casques bleus accusés d'abus sexuels

Une enquête interne des Nations unies a identifié 25 Casques bleus du Burundi et 16 du Gabon accusés d'abus et d'exploitation sexuels en République centrafricaine (RCA) entre 2014 et 2015.

La force de maintien de la paix des Nations unies, composée de 12 000 soldats, a été entachée par des allégations d'abus sexuels depuis son déploiement en avril 2014 pour enrayer les combats entre les rebelles Séléka et les milices chrétiennes anti-balaka. « La responsabilité de nouvelles enquêtes a été donnée au Burundi et au Gabon », a déclaré le porte-parole de

l'ONU, Stéphane Dujarric, soulignant que l'ONU avait demandé à ces États d'interroger leurs troupes qui ont quitté la RCA avant que les allégations ne soient faites.

Les 41 soldats du Gabon et du Burundi ont été identifiés par 45 victimes possibles dans la préfecture de Kemo en RCA. Les troupes françaises déployées sur place ont également été accusées d'abus.

Toutefois, sur les 83 des 139 cas examinés par le Bureau des services de contrôle interne des Nations unies (BSCI), les victimes n'ont pas été en mesure d'identifier les soldats de la paix accusés d'abus ou d'exploita-

tion ou encore de fournir des preuves concordantes. Trois autres cas ont été jugés peu fiables. L'enquête a révélé que huit autres victimes décrivaient des traits distinctifs des soldats de la paix accusés d'abus, mais qu'ils ne pouvaient pas les identifier à l'aide de photos.

Une note de service rédigée en août par le chef de l'Unité de la conduite et de la discipline de l'ONU, citant des informations provenant de l'enquête du BSCI, a révélé que de nombreuses accusations étaient très semblables et semblaient être motivées par des gains financiers.

Josiane Mambou Loukoula

PÉTROLE

Réunion samedi des pays producteurs pour sceller une baisse de l'offre

Les principaux pays producteurs de pétrole prévoient une nouvelle réunion samedi à Vienne, cette fois au-delà de la seule Opep, pour sceller la baisse de l'offre décidée la semaine dernière pour faire remonter les prix, a annoncé mardi la Russie.

Cette rencontre, à laquelle doit participer le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak, aura lieu le 10 décembre à Vienne, a indiqué à l'AFP une porte-parole du ministère.

Après avoir inondé le marché de l'or noir et provoqué une dégringolade spectaculaire des prix, les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) sont parvenus le 30 novembre à surmonter leurs dissensions pour se mettre d'accord et réduire leur production de 1,2 million de barils par jour.

Ils ont aussi convaincu d'importants pays producteurs non membres du cartel comme la Russie de participer à cet effort, un élément essentiel pour rééquilibrer le marché et mettre fin à une période de prix bas aux conséquences économiques dramatiques pour nombre d'entre eux.

Mais les experts du secteur attendent désormais de voir cet engagement gravé dans le marbre au-delà des déclarations d'intention de Moscou, qui ne participait pas à la réunion de l'Opep.

En attendant, le bond des cours engagé depuis l'accord de l'Opep s'essouffle et le baril, au plus haut lundi depuis près d'un an et demi, revenait sous 55 dollars à Londres à 54,48 dollars (-46 cents) vers 09H00 GMT. Samedi à Vienne, «l'accord négocié la semaine dernière devrait être finalisé, cependant des informations indiquant que le cartel a une fois de plus augmenté sa production en novembre, entraînant un certain scepticisme», ont prévenu les analystes de la maison de courtage Accendo Markets.

- Production record -

La Russie, qui n'est pas membre du cartel mais figure dans le trio de tête des principaux pays producteurs avec l'Arabie saoudite et les États-Unis, s'est dite prête à réduire son offre de 300.000 barils par jour, soit la moitié de l'effort demandé par l'Opep aux pays non membres.

Le marché pétrolier se montre d'autant plus attentif à la manière

dont la Russie compte appliquer l'accord qu'elle n'a pas toujours, dans le passé, tenu ses promesses faites à l'Opep.

Atténuant la portée de la réduction proposée, l'offre russe se trouve cet automne à des niveaux record pour la période post-soviétique, à 11,2 millions de barils par jour.

Autrement dit, même, réduite de 300.000 barils par jour, elle restera supérieure à son niveau du printemps quand la Russie et l'Arabie saoudite ont commencé à parler d'éventuelles mesures communes pour mettre fin au plongeon des cours.

M. Novak a prévenu qu'une diminution aurait lieu «étape par étape» au cours du premier semestre et serait «liée au respect par l'Opep» de son plafond de production.

Autre inconnue : sur le papier, une baisse de production ne dépend pas du gouvernement mais des compagnies pétrolières, dont la plupart sont privées.

Jeudi, M. Novak a indiqué que la baisse de réduction prévue s'appliquerait à toutes les compagnies pétrolières russes à égalité... tout en précisant qu'elle restait «volontaire».

L'effondrement des prix du pétrole a porté un coup dur en 2015 à l'économie russe, également visée par des sanctions dues à la crise ukrainienne. La Russie vient de traverser deux ans de profonde récession et se trouve confrontée à de lourds déficits budgétaires.

Moscou a donc tout intérêt à un rebond durable des cours, qui donnerait à Vladimir Poutine des marges de manœuvre non négligeables à un peu plus d'un an de la présidentielle pour atténuer les mesures de rigueur engagées. Le président russe s'est personnellement engagé en faveur de mesures concertées, relançant le dialogue avec Ryad en septembre après l'échec d'une première tentative d'accord au printemps.

Selon les calculs des économistes de la banque VTB Capital, si la hausse des prix du baril enregistrée après l'accord de l'Opep se confirme et que le baril se maintient à 55 dollars en 2017, cela représentera un gain de près de 20 milliards d'euros pour le budget. Une telle manne permettrait au gouvernement d'augmenter ses dépenses pour atteindre l'objectif de déficit de 3% du PIB pouvant abandonner le gel des dépenses mis en œuvre dans le budget 2017, ont-ils estimé.

AFP



Camair-Co

L'étoile du Cameroun

La Compagnie CAMAIR-CO a le plaisir d'annoncer à son aimable clientèle, le lancement de son nouveau programme de vols au départ de Brazzaville : 4 vols par semaine mercredi et dimanche à 12h20, lundi et vendredi à 23h00 - avec connexion sur Douala, Yaoundé, Bafoussam, Cotonou, Libreville, Ndjaména, Abidjan. Rendez-vous à l'Agence Camair-co de l'aéroport Maya Maya, à la Représentation Camair-co sise à l'hôtel Ambassadeur ou auprès de votre Agence de voyages. Contacts 06 827 07 54 / 06 462 38 05 / 05 070 73 74.

Bienvenue à bord !

FRANCE

Le ministre de l'Intérieur Bernard Cazeneuve nouveau Premier ministre

Le ministre de l'Intérieur français, Bernard Cazeneuve a été nommé mardi Premier ministre en remplacement de Manuel Valls, qui a démissionné pour se consacrer à sa candidature à la primaire socialiste en vue de l'élection présidentielle de 2017.



Ministre de l'Intérieur depuis 2014, Bernard Cazeneuve succède à Manuel Valls à Matignon et devient le troisième Premier ministre de François Hollande (BERTRAND GUAY/AFP)

A 53 ans, M. Cazeneuve était ministre de l'Intérieur depuis 2014, et a dû gérer à son poste les conséquences des attentats meurtriers qui ont frappé la France au cours des deux dernières années, faisant 238 morts.

Il avait alors déjà succédé à Manuel Valls, quand ce dernier, ministre de l'Intérieur, avait été nommé Premier ministre. Bernard Cazeneuve a été auparavant ministre délégué aux Affaires européennes (2012-2013), puis ministre délégué au Budget (2013-2014).

Ce fidèle du chef de l'Etat François Hollande doit former dans les prochaines heures un nouveau gouvernement, chargé de gérer les affaires courantes jusqu'à l'élection présidentielle d'avril-mai 2017. «L'objectif est d'avoir un dispositif opérationnel rapidement, efficace avec une forte cohésion et cohérence, ce qui peut conduire à très peu de changements dans la composition du gouvernement», observait un proche du chef de l'Etat en début de matinée.

Manuel Valls a annoncé lundi soir sa candidature à la présidence de la République. Il participera à la primaire organisée par le Parti socialiste fin janvier. Cette annonce était attendue après la décision jeudi dernier du président Hollande, très impopulaire, de ne pas briguer un second mandat. Manuel Valls aura à présent la lourde tâche de tenter de rassembler la gauche, divisée, alors que la droite et l'extrême droite sont déjà en ordre de bataille pour l'élection présidentielle.

AFP

LIBYE

L'armée régulière reprend la ville de Syrte à l'Etat islamique

Plusieurs fois annoncée comme imminente, la reprise de Syrte est enfin devenue effective. Les forces du gouvernement libyen d'Union nationale ont annoncé lundi avoir repris cette ville et chassé l'organisation djihadiste qui la contrôlait depuis longtemps.

« Nos forces ont repris le contrôle total de Syrte (...). Nos forces ont constaté aujourd'hui un effondrement total des djihadistes, et des dizaines d'entre eux se sont déjà livrés à nos forces », a déclaré Reda Issa, porte-parole de l'opération militaire lancée le 12 mai par l'armée loyaliste. La reprise de Syrte intervient six mois après le lancement, le 12 mai, de l'offensive des forces gouvernementales contre les positions de l'EI qui avait conquis cette ville portuaire en 2015. Depuis, l'organisation y avait fait son bastion en profitant du chaos dans lequel était plongé le pays, après la chute de Mouammar Kadhafi



L'armée régulière libyenne a repris le contrôle de la ville de Syrte, qui était le bastion de l'Etat Islamique depuis l'an dernier (MAHMUD TURKIA/AFP)

en 2011. Cette victoire n'a pas été facile puisque la reprise de Syrte s'est heurtée à la résistance de quelques combattants de l'Etat islamique qui se trouvaient acculés dans une petite zone de cette ville portuaire située à 450 km à l'est de Tripoli.

Nestor N'Gampoula

PRÉSIDENTIELLE AU GHANA

Le président sortant John Mahama affronte six candidats

Les Ghanéens sont attendus aux urnes mercredi pour élire leur nouveau président. Pour ce scrutin, le challenger numéro un du président sortant, John Mahama, est Nana Addo Akufo du Nouveau parti démocratique, principale formation politique d'opposition, qui se présente pour la troisième fois à la présidentielle.

Après avoir été deux fois candidat malheureux, notamment en 2008 et 2012, Nana Addo Akufo espère cette fois accomplir son vœu de devenir président du Ghana. Son parti fonde aussi cet espoir, entre autres, parce que lors de la dernière présidentielle son candidat avait perdu avec une faible marge contre l'actuel président. Durant la campagne électorale, le chef du Nouveau parti patriotique a maintes fois accusé le gouvernement d'encourager les violences, alors que le Ghana est traditionnellement perçu comme un exemple démocratique en Afrique. « Nous sommes vraiment à un moment charnière (...). Il est important que ces actes de violences qui sont perpétrés par des éléments du parti au pouvoir répondent devant la justice », a-t-il déclaré lundi avant la fin de la campagne. « Nous sommes sceptiques quant à la prétendue neutralité de la police », a estimé Nana Addo Akufo, qui a également critiqué la

mauvaise gestion économique du



John Mahama, le président sortant, s'engage à éradiquer la corruption durant son deuxième mandat (CRISTINA ALDEHUELA/AFP)

Ghana, un pays fortement endetté auprès des bailleurs de fonds internationaux alors qu'il est exportateur d'or, de cacao et désormais de pétrole. Malgré ces critiques, le président Mahama a appelé à « ignorer toute forme de provocation » et demandé au Ghanéens de voter et d'at-

tendre les résultats dans un climat pacifique. Il s'est, en outre, félicité d'avoir instauré une discipline fiscale et a promis d'éradiquer la corruption pour son second mandat. Pour certains observateurs, les violences

et autres intimidations dénoncées par l'opposition nourrissent des craintes sur la possibilité pour le Ghana de perdre son image pacifiste que renvoie John Mahama, à la tête du pays depuis 2012.

N.N'G.

GABON

Report de la présentation du rapport de l'UE sur la présidentielle

La présentation du rapport final des observateurs de l'Union européenne (UE) sur l'élection présidentielle au Gabon, qui devait avoir lieu ce mercredi, a été reportée « à la demande des autorités », a indiqué lundi la délégation de l'Union européenne au Gabon.

« La date qui nous a été proposée est le 12 décembre, mais nous vous confirmerons l'information dès que possible », a indiqué la délégation de l'UE à Libreville dans un message à la presse.

Le rapport devait être présenté aujourd'hui à Libreville par la cheffe

de la Mission d'observation européenne (MOE), l'euro-députée bulgare Mariya Gabriel. Cette date aurait coïncidé avec la visite d'état d'Ali Bongo Ondimba en Chine du 6 au 8 décembre. « Il n'est pas souhaitable que le rapport soit présenté en l'absence du chef de l'Etat », avait déclaré à l'AFP le porte-parole du gouvernement Alain-Claude Bilie-By-Nzé. Mme Gabriel avait évoqué des « anomalies » dans le pré-rapport présenté en septembre juste après le scrutin à tour unique du 27 août. La Cour constitutionnelle a validé la réélection de M. Bongo en rejetant le 23 septembre le recours de son rival Jean Ping

(50,66% des suffrages, soit 172.990 voix, contre 47,24%, 161.287).

M. Ping demandait le recomptage des voix dans le fief de M. Bongo, la province du Haut-Ogooué, où le président sortant a obtenu 95% des voix pour 99% de participation. M. Ping, qui se proclame toujours « le président élu », a promis de s'adresser « solennellement au peuple gabonais » après la publication de ce rapport. L'annonce par la commission électorale de la victoire d'Ali Bongo le 31 août avait provoqué des morts, des manifestations et des pillages sévèrement réprimés.

AFP

ACP/UE

L'accord post Cotonou face à la crise migratoire

Les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique et l'Union européenne (UE) sont appelés à remettre à plat leurs relations avant 2020.

Confrontée à une forte migration mal gérée, l'UE pourrait demander davantage en matière de politique de retour et de réadmission aux pays ACP.

L'Accord de Cotonou arrive à échéance en 2020. La coopération entre les pays ACP et l'UE doit être renouvelée d'ici à cette date. Les négociations sont en cours entre les institutions. Le dernier conseil des ministres européens du développement qui s'est déroulé récemment à Bruxelles, a évoqué la question de l'après-Cotonou, la position commune sur un futur cadre du partenariat avec les pays ACP. L'UE espère recevoir le feu vert en vue d'un lancement officiel des négociations. En attendant, les Etats membres ont

exprimé leur position à travers une consultation publique, dont les résultats ont mis en lumière un certain nombre de divergences entre les attentes des gouvernements européens. Il n'est pas exclu que l'Accord de Cotonou s'élargisse à l'Amérique latine et l'Asie. Certains pays étant partisans d'un partenariat dans la continuité de celui de Cotonou, c'est-à-dire un accord contraignant pour les deux parties, tandis que d'autres militent en faveur d'un cadre plus souple. « Pour lancer le mandat de négociation, nous devons nous accorder avec les Etats membres sur la question d'un accord contraignant », indique une source européenne. « Tout cadre futur des relations entre l'UE et les pays ACP devra tirer l'enseignement des réussites de l'Accord de Cotonou, notamment sa nature contraignante », avait affirmé le commissaire en charge du développement, Neven Mimica, en octobre dernier. La question du contrôle des flux migratoires fait

partie des questions centrales des relations UE/ACP, notamment l'Afrique. L'article 13 de l'accord actuel évoque une coopération sur les questions de migration. Le nouveau cadre va certainement mettre l'accent sur les sujets de migrants illégaux. Pour l'eurodéputé György Hölvényi, « les migrations et les déplacements vont dominer l'agenda des relations ACP-UE. Le nouvel accord devra répondre à cet enjeu de plus en plus central ».

En remplacement de la convention de Lomé, les 79 pays ACP et les 28 pays de l'UE, (soit un total de 700 millions de personnes) ont signé le 23 juin 2000, à Cotonou au Bénin, l'accord dit de Cotonou pour une durée de 20 ans, assorti d'une clause de révision tous les 5 ans. Il associe le dialogue politique, l'aide au développement, ainsi que les relations commerciales. Un de ses objectifs est de garantir le respect des droits de l'Homme, de la bonne gouvernance et de l'état de droit au sein des différents pays partenaires.

Noël Ndong

TOYOTA = 100% CFAO

100% GARANTIE CONSTRUCTEUR + 100% PIÈCES D'ORIGINE

CFAO MOTORS
 cfaogroup.com
 Pointe-Noire : 13 Rue Côte Maréve BP 1110 - Tél.: (242) 05 313 29 97 / 05 550 17 78 / 06 665 44 65
 Brazzaville : 8rd Denis Sassou Nguesso BP 247 - Tél.: (242) 05 313 29 98 / 05 504 93 33 / 06 665 14 39
 Facebook : cfaomotorscngo.com
 www.cfaomotors-cngo.com

DISTRIBUTEUR OFFICIEL

TOYOTA

BUROTOP IRIS

TELEFUNKEN

Le Géant Allemand des téléviseurs débarque au Congo chez Burotop Iris !

LED 32" HD: 159 000 Fcfa | **LED 40" FULL HD SMART: 299 000 Fcfa** | **LED 55" FULL HD SMART: 599 000 Fcfa**
LED 48" FULL HD SMART: 399 000 Fcfa | **LED 65" FULL HD SMART: 999 000 Fcfa**

4 Avenue FOCH - centre ville - Brazzaville Tél: 05 577 78 88 - 06 669 60 60 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire Tél: 04 453 53 53 - 05 605 60 5

COLINA DEVIENT SAHAM ASSURANCE.

VOUS AVANCEZ,
NOUS SOMMES LÀ

SAHAM Assurance, assureur leader présent en Afrique et au Moyen-Orient, s'engage tous les jours auprès des particuliers, professionnels et entreprises pour qu'ils avancent, réalisent leurs projets et envisagent l'avenir en toute confiance.



SAHAM
Assurance | Congo
Avancez librement

sahamassurance.com

PRIMAIRE À GAUCHE

Manuel Valls annonce sa candidature

Depuis son fief d'Evry en Essonne, le Premier ministre français Manuel Valls a annoncé sa candidature à la présidentielle de 2017, en démissionnant de Matignon pour se consacrer à la campagne pour la primaire du Parti socialiste. Il a appelé au rassemblement et s'est livré à un vibrant hommage de François Hollande.

Le réel défi de Manuel Valls : rassembler la gauche

Il a salué la « chaleur des sentiments » de François Hollande, pour « avoir engagé des réformes essentielles pour la France ». Il veut « tout donner à la France qui [lui] a tant donné ». Il doit parvenir à étoffer ses réseaux à gauche et convaincre. Il en est d'ailleurs conscient : « aujourd'hui, j'ai une responsabilité : rassembler. La primaire qui s'ouvre est un formidable moyen pour recréer l'unité », a-t-il affirmé, avant de lancer un appel « à tous les Français qui refusent l'extrême droite, qui refusent la régression sociale que propose François Fillon » à participer à la primaire organisée par le Parti socialiste,

les 22 et 29 janvier 2017.

La première des batailles de Manuel Valls sera donc la « réconciliation », fédérer et faire « gagner tout ce qui nous rassemble [la gauche] ». Il compte proposer aux Français un « chemin », sans céder à « la tentation de l'individualisme, de quitter le collectif ». Manuel Valls devra aussi défendre le bilan de François Hollande.

Manuel Valls s'en prend à la Droite

Manuel Valls est aussi candidat parce qu'il veut « une France indépendante [...] face à la Russie de Vladimir Poutine », a-t-il déclaré désignant aussi la Turquie, la Chine et les Etats-Unis de Donald Trump. Il n'a pas hésité à tacler la Droite, rappelant son attachement au service public et l'Etat comme régulateur social face à une Droite, facteur de « régression ». Ajoutant : « Je veux me battre dans cette campagne, contre son candidat [François Fillon] ». Dénonçant la baisse du nombre des fonctionnaires promise par le candidat de la Droite et du centre,

Manuel Valls a accusé François Fillon de présenter « comme une avancée ce qui est un recul social généralisé ».

Avant lui, trois Premiers ministres ont été candidats à l'Élysée et ont tous échoué : Jacques Chirac, Edouard Balladur et Lionel Jospin. Tous les regards seront tournés vers Manuel Valls, dont la victoire serait inédite sous la V^e République.

Manuel Valls a présenté sa démission le 6 décembre 2016, « en accord total avec le président [...] car je veux, en pleine liberté, proposer aux Français un chemin », a-t-il dit. Ses successeurs possibles sont : Bernard Cazeneuve, Jean-Yves Le Drian, Michel Sapin, Stéphane Le Foll, Marisol Touraine, ou Najat Vallaud-Belkacem.

Portrait de Manuel Valls

05 décembre 2016 : candidat à la primaire de la gauche pour la présidentielle de mai 2017
31 mars 2014 : nommé Premier ministre, en remplacement de Jean-Marc Ayrault
16 mai 2012 : nommé ministre de l'Intérieur
2011 : candidat à la primaire



de la gauche puis directeur de la communication de François Hollande durant la campagne présidentielle
2007 : il se range derrière la candidature de Ségolène Royal
2002 : élu député de l'Essonne
2001 : élu maire d'Evry
1997 : conseiller de Lionel Jospin
1993 : secrétaire national à la

communication du PS
1988 : chargé de mission au cabinet de Michel Rocard
1986 : conseiller régional d'Ile-de-France
1983 : attaché parlementaire de Rober Chapuis, député de l'Ardeche
1982 : naturalisé Français
13 août 1962 : naissance à Barcelone en Espagne

Noël Ndong

FORUM MONDIAL DES JEUNES LEADERS

Chancel Okala Itona restitue les conclusions des assises de Russie

La restitution de ce forum qui a eu lieu en Russie en novembre dernier sur le thème « L'école russe de la politique » a été faite par Chancel Okala Itona au Centre culturel russe (CCR) de Brazzaville en présence du directeur de cet espace, Sergey Belyaev.

Ancien étudiant de l'université d'Etat d'Orel (Russie) en 2013, actuellement enseignant de langue russe au lycée Antonio Agostino Neto et à la Faculté des lettres et des sciences humaines (Flsh) de l'université Marien-Ngouabi et interprète-traducteur à la direction des conférences internationales du ministère des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger, Chancel Okala Itona, a représenté la République du Congo à ce forum des jeunes leaders.

Le forum a réuni 50 jeunes, dont 25 venus de différentes régions et Républiques de la Fédération de Russie et 25 venus de 14 autres pays.

L'organisateur Aleksandr Nemtsev a créé cette plate-forme pour permettre aux jeunes d'échanger sur des faits et des événements d'actualité sur la coopération, la communication interculturelle, la diplomatie publique, les relations internationales, la politique linguistique de la Fédération de Russie, l'enseignement et l'apprentissage de la langue russe, etc. Des tables-rondes, entre-

tiens, conférences ont été organisés, ainsi que la présentation des projets sur plusieurs points.

En marge du forum à Moscou, les participants ont visité plusieurs institutions russes parmi lesquelles, le Conseil de la Fédération de Russie (Sénat), où les entretiens ont été axés sur les questions des relations internationales, de la coopération, de la crise en Syrie et en Ukraine.

L'intervention de Chancel Okala Itona au cours de ce forum était focalisé sur le renforcement et la consolidation de la coopération entre le Congo et la Fédération de Russie et sur la place de la Russie en Afrique. Plus de 7000 congolais ont été formés dans des établissements d'enseignement supérieur de l'ex-Unions des Républiques socialistes soviétiques (URSS). Signalons que plus d'une centaine d'étudiants congolais se rendent chaque année en Russie pour poursuivre leurs études supérieures. Ce pays, souligne-t-on, a dû revoir à la hausse le quota des boursiers congolais de 40 à 80 étudiants chaque année.

La coopération russo-congolaise a produit des résultats tangibles, notamment la construction de plusieurs édifices tels que l'hôpital mère-enfant Blanche Gomez à Brazzaville, l'Imprimerie nationale, le Laboratoire vétérinaire, l'Immeuble de l'Ecole nationale d'administration (Enam), etc.

Toujours concernant le Congo, la coopération entre les milieux



Chancel Okala Itona partageant le toast après la restitution

d'affaires et les opérateurs économiques des deux pays se développe graduellement. Les présidents russe, Vladimir Poutine, et congolais, Denis Sassou N'Guesso, ont tracé les grandes lignes de cette coopération, lors de leur rencontre à Moscou en novembre 2012. Il a évoqué la République du Congo comme pays vivant en paix avec ses voisins et le rôle crucial de médiateur international que joue son président dans la résolution de plusieurs conflits en Afrique et sa promotion des valeurs de paix et d'unité nationale au Congo.

Sur la crise en Syrie et en Ukraine, M. Morozov a souligné que la politique intérieure et exté-

rieure de la Fédération de Russie est fondée sur le consensus. Il a noté que la Russie et ses partenaires occidentaux sont en train de travailler pour mettre en place un système durable pour un avenir radieux en Syrie, au Proche-Orient et trouver un consensus dans la crise ukrainienne.

L'un des moments forts du forum a été celui des échanges fructueux à Rossotroudnitchestvo avec D.Y. Goujeley, chef de cette institution qui est l'un des départements du ministère Russe des Affaires étrangères en charge de la coopération humanitaire et culturelle avec plusieurs pays du monde. Il a été question de la coopération culturelle, scien-

tifique ; de l'enseignement et de l'octroi des bourses d'études aux étudiants étrangers.

Notons qu'au niveau de Brazzaville, le directeur du Centre culturel Russe, Sergey Belyaev, organise chaque année L'olympiade de la langue russe en vue de motiver les élèves et étudiants congolais à apprendre le russe.

La Fédération de Russie organisera en 2017 le Festival international des jeunes dans la ville de Sotchi au sud de la Russie. Les jeunes du monde entier auront l'occasion unique d'échanger sur plusieurs thématiques, comme : la culture, la coopération, le sport, le tourisme...

Bruno Okokana

Nouveaux forfaits MTN on y résiste pas.



everywhere you go

⊕ de volume ⊕ de vitesse ⊕ de confort

Composez *125*2*5#



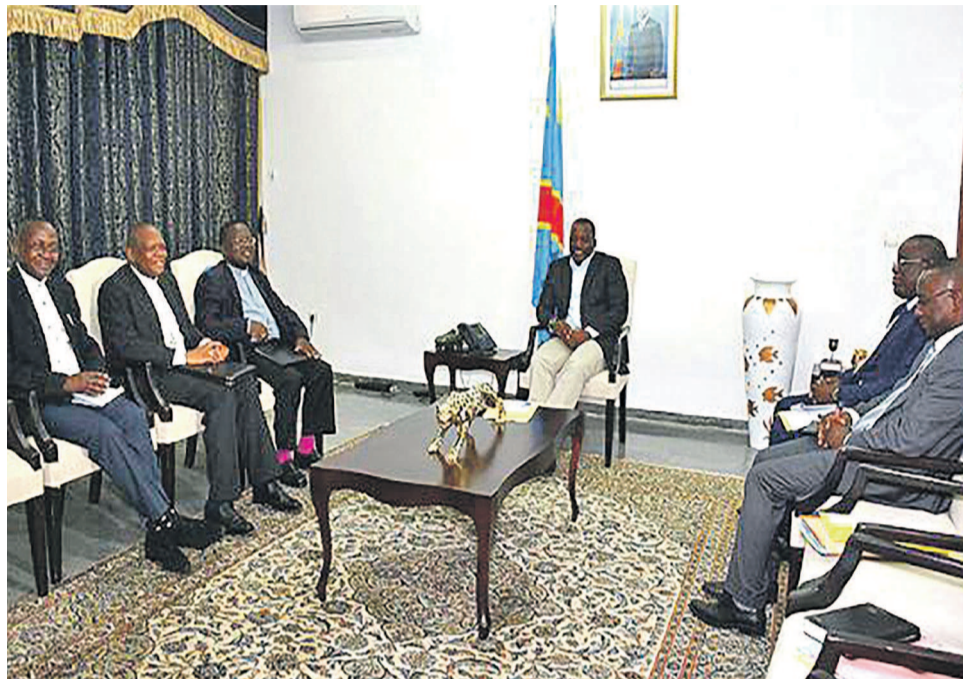
ENJEUX POLITIQUES

La médiation de la Cénco entre dans une phase décisive

Les évêques catholiques, qui ont récemment été encouragés par le chef de l'Etat à poursuivre leur mission de bons offices, sont chargés de rencontrer les responsables politiques n'ayant pas participé au dialogue et de les amener à accepter l'accord politique concernant les élections. Une gageure.

Les évêques catholiques, membres de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco), ont la lourde responsabilité d'éloigner le spectre de la violence qui continue de planer sur la RDC d'ici la fin du mandat constitutionnel du chef de l'Etat en exercice via leur mission de bons offices menée auprès des acteurs politiques de la majorité présidentielle et du Rassemblement. Contrairement à une certaine opinion qui avait vite fait de conclure à l'échec des tractations après l'état de lieu dressé dernièrement par la Cénco faisant état des difficultés rencontrées dans la conciliation des vues des uns et des autres, les prélats catholiques sont loin d'abdiquer. Et d'ailleurs, ils viennent d'être requinqués dans leur démarche à la faveur de l'audience que le chef de l'Etat leur accordée le 4 décembre qui les a exhortés à poursuivre leurs consultations.

Alors qu'ils étaient allés lui présenter leur rapport d'étape sur la mission qui leur est confiée consistant à approcher les autres acteurs de l'opposition n'ayant pas participé au dialogue dans la perspective de déboucher sur un plus large consensus autour de l'accord politique issu du dialogue, les évêques catholiques ont été surpris par la réaction de Joseph Kabila. Ce dernier les a exhortés à poursuivre leur mis-



Joseph Kabila recevant la délégation de la Cénco

sion pour l'intérêt supérieur de la nation. « Nous allons produire un communiqué conjoint qui dira de quoi il est question », s'est contenté de déclarer l'archevêque de Kisangani Marcel Utambi, chef de la délégation, au sortir de l'audience.

Ce qui est sûr, ce que la deuxième phase des consultations des évêques catholiques sera la plus décisive, car elle consistera à convaincre les membres du Rassemblement à adhérer à l'accord politique qui prévoit un report de la présidentielle en avril 2018 et le maintien de l'actuel président à son poste jusqu'au prochain scrutin, alors que son dernier mandat s'achève officiellement le 19 décembre 2016. L'opposant Etienne Tshisekedi et ses affidés qui n'ont

pas encore fermé la porte aux évêques catholiques se disent toujours ouverts et attendent d'eux des propositions concrètes allant dans le sens de leurs revendications. De part et d'autre, l'on note une prédisposition à échanger pour un consensus politique plus large, quitte à arrondir les angles autour des points qui fâchent moyennant quelques concessions.

C'est autant dire que le président Joseph Kabila croit encore aux vertus du dialogue susceptible d'aboutir à un compromis avec le Rassemblement obligé dorénavant de transcender ses émotions pour saisir cette énième opportunité qui lui est offerte par le biais de la Cénco, de sorte à aider le pays à passer le cap du 19 décembre sans casse.

Cela est possible, croient les évêques, quand bien même l'accord politique du 18 octobre est d'ores et déjà présenté comme la feuille de route idoine relative au règlement des divergences sur l'organisation du processus électoral en RDC. Il sera donc question pour l'opposition non signataire de faire des amendements s'il en faut pour l'enrichir. Là-dessus, il en découle que les observations des uns et des autres pourraient faire l'objet de discussions dans le cadre des négociations directes entre les signataires et les non-signataires dudit accord telles que réclamées par la Cénco. Le débat pourrait graviter notamment autour du respect de la Constitution, du calendrier électoral ou encore du fonctionnement des institutions pendant la transition afin de baliser la voie à l'organisation des élections apaisées, crédibles et transparentes. Alors que l'ensemble de la communauté internationale continue de plaider en faveur d'un consensus plus large impliquant l'opposition non signataire de l'accord politique, une frange d'acteurs politiques proches de la majorité et de l'opposition signataire, qui avaient déjà pris acte de l'échec présumé de la mission de la Cénco, redoutent cependant tout rapprochement avec l'opposition radicale. Un nouveau consensus pourrait, en effet, changer la donne politique dégagée au terme du dialogue de la Cité de l'Union africaine en court-circuitant certaines ambitions. La situation sociopolitique du pays étant préoccupante, les uns et les autres sont invités à faire preuve de patriotisme en rangeant dans le placard leurs intérêts personnels au profit de ceux de la République.

Alain Diasso

DÉCRISPATION DE LA CRISE EN RDC

Le Front pour le respect de la Constitution maintient la proposition d'un dialogue technique

Pour cette plate-forme politique de l'opposition congolaise, qui attend ainsi contribuer aux efforts de la Conférence épiscopale nationale du Congo (Cénco), sa position n'est pas loin de l'idée de la commission technique proposée par les prélats catholiques.

Dans une déclaration politique du 5 décembre signée par le secrétaire général adjoint du Mouvement de libération du Congo (MLC), Fidèle Babala Wandu, le Front pour le respect de la Constitution s'est dit disposé à accompagner la Cénco dans ses efforts pastoraux en faveur de l'apaisement. Pour contribuer à ces efforts des princes de l'Eglise catholique, le Front a dit maintenir sa position pour un dialogue technique qui, selon ce regroupement politique, n'est pas loin de l'idée de la commission technique proposée par la Cénco. Mais aussi la plate-forme politique fustige l'attitude de la majorité présidentielle et de certains acteurs politiques qui considèrent comme un échec les efforts menés par les évêques, « parce que mue par le souci du partage des postes que par la recherche d'une véritable solution à la crise ».

Des avancées significatives

Pour le Front, en effet, le rapport de la Cénco a eu l'avantage de cristalliser les points de convergence et de divergence extraits de différentes contributions reçues. La plate-forme a, par ailleurs, pris acte de la volonté des prélats catholiques de poursuivre la mission de bons offices dans la recherche des solutions à la crise qui menace la paix et la stabilité de la RDC. Par ailleurs, le Front, qui a été saisi par la Cénco à travers son mémorandum en vue d'apporter sa contribution positive à sa mission consistant à rapprocher les positions après le dialogue tenu à la Cité de l'Union africaine, a proposé, le 22 novembre, les voies possibles de sortie de crise, malgré qu'il n'a jamais soutenu l'idée d'un dialogue politique. Ce regroupement, qui n'a pas été partie prenante audit dialogue, a, néanmoins, estimé indispensable, par souci républicain, d'apporter sa contribution aux démarches des prélats catholiques. Il a dit également avoir suivi avec beaucoup d'attention toutes les péripéties qui ont émaillé la publication du rapport intérimaire de la Cénco.

Lucien Dianzenza

MESURES SÉCURITAIRES

La Monusco actualise son plan d'urgence à Kinshasa

La Mission onusienne s'attelle à renforcer sa présence dans la ville-province de Kinshasa « pour mettre en œuvre son mandat de protection des civils ».

La Mission de l'ONU en République démocratique du Congo (Monusco) est vivement préoccupée par la situation sécuritaire dans le pays à l'approche du 19 décembre qui coïncide avec la fin du deuxième et dernier mandat constitutionnel du chef de l'Etat en exercice. Le chef de la Monusco l'a d'ailleurs fait savoir en début de semaine au Conseil de sécurité via une vidéoconférence à partir de Kinshasa. Maman Sidikou qui, sans ambages, a évoqué un « sentiment d'appréhension » au fur et à mesure que se rapproche cette échéance, a fait part des dispositions sécuritaires prises pour contenir tant soi peu les effets pervers de déstabilisation et de violences. La mission onusienne en RDC a, de ce fait, été amenée à actualiser son plan d'urgence pour, dit-il, « atténuer la violence politique et protéger les civils dans la mesure du possible ». Concrètement, la Monusco s'attelle à renforcer sa présence dans la ville-province de Kinshasa « pour mettre en œuvre son mandat de protection des civils ». En outre, dans



Des Casques bleus de la Monusco

les grandes villes du pays, notamment Kinshasa, Goma et Lubumbashi, des équipes mobiles seront placées pour surveiller et signaler les restrictions et les violations des droits de l'Homme, a révélé maman Sidikou. Ce dernier a toutefois reconnu que « ces efforts ne seront peut-être pas tout à fait suffisants pour réagir de manière adéquate à des explosions graves de violence à caractère politique ». Mais il ose croire que le dispositif sécuritaire mis en place aidera à amortir le choc qui résultera de la violence tant redoutée.

Il reste néanmoins confiant quant à l'avenir de la RDC qui est capable de conjurer le sort à travers un rapprochement entre la majorité présidentielle et le Rassemblement de l'opposition

quand bien même leurs positions respectives sont, à l'heure actuelle, difficilement conciliables. La première s'en tient à l'accord politique conclu le 18 octobre avec une partie seulement de l'opposition et la seconde veut un dialogue réellement inclusif. Pour le patron de la Monusco, un rapprochement entre ces deux principales forces politiques du pays pourrait « contribuer à la prévention de la violence le 19 décembre et contribuer à permettre un processus électoral crédible ». Et d'ajouter que « c'est la volonté politique des principaux acteurs politiques qui déterminera la façon dont les tensions réelles et existantes seront gérées ».

A.D.

KINSHASA

L'OCDH dénonce un scandale immobilier

Un réseau maffieux opérant à l'Inspection générale de la territoriale, dans la ville de Kinshasa, s'adonne au déguerpissement et spoliation des immeubles des citoyens, en dehors de toute décision judiciaire. Le président de la Cour constitutionnelle dont le nom est cité serait, note-t-on, le seul à même de mettre un terme à cette situation qui ne cesse de ternir son image.

Dans un communiqué du 5 décembre, l'Observatoire congolais des droits humains (OCDH) a fait état de l'existence d'un réseau maffieux opérant à l'Inspection générale de la territoriale, dans la ville de Kinshasa, pour déguerpier et spolier, en toute impunité, des immeubles des citoyens, en dehors de toute décision judiciaire. Selon cette organisation, alors que ni la loi ni l'arrêté créant le Corps des inspecteurs de la territoriale ne donne nullement à ceux-ci le droit d'agir en matière de déguerpissement des personnes, ces derniers soutiennent leur impunité par la lettre N°1404/CC/CAB-Prés/08/00/2016 du 26/08/2016 attribuée au président de la Cour constitutionnelle (CC), pour jus-



Une vue du centre-ville de Kinshasa

tifier leurs forfaits.

Leur dernier forfait connu remonte, a souligné l'OCDH, au 7 septembre 2016 « lorsqu'un inspecteur de la territoriale à la tête d'une trentaine de policiers affectés à l'Inspection générale de la territoriale pour assurer la garde, la protection des inspecteurs de la territoriale ainsi que la sécurisation des différents sites dans leurs milieux de travail, les a détournés de leur mission officielle en vue du déguerpissement de Mme Marie André Muila Kayembe de la résidence familiale sise avenue Kananga,

n° 33, Quartier Binza/Pigeon, dans la commune de Ngaliema et ce, en dehors de la décision de justice ». À en croire l'ONG de défense des droits de l'Homme, ce groupe a emporté tous les biens de la famille vers une destination inconnue.

Et pourtant, a noté cette association, il est de notoriété publique qu'en RDC, « le déguerpissement d'une personne physique ou morale découle d'une décision de justice jugée ». C'est justement, a précisé l'OCDH, pour garantir les droits des particuliers contre de tels

agissements et éviter ainsi l'arbitraire que le procureur général de la République a pris la circulaire N°001 du 26/08/2009 portant interdiction du recours aux réquisitions d'informations aux fins de déguerpissement des personnes, laquelle circulaire a force de loi et se doit de s'appliquer à tous.

Violation aussi manifeste de la loi l'OCDH dit, par ailleurs, ne pas comprendre que face à une violation aussi manifeste, toutes les plaintes initiées par la victime nommée Mme Muila et sa famille soient demeurées lettre morte et que celle-ci continue à subir

les affres d'une vie de sans-domicile-fixe alors qu'elle devrait être protégée par la loi. « À quelles fins le président de la Cour constitutionnelle a-t-il pu écrire une telle lettre qui attribue des compétences particulières des cours et tribunaux à un service de l'État qui en abuse à souhait ? », s'est demandé l'OCDH pour qui seul le président de la Cour constitutionnelle est à même de mettre un terme à cette situation qui ne cesse de ternir son image de marque.

Lucien Dianzenza

VIE DES PARTIS

Mfumuntoto relève des termes incohérents dans l'Acte additif du Rassemblement

L'Acte additif émanant du Rassemblement-plate-forme de l'opposition- que la Conférence épiscopale nationale du Congo (Céncó) a reçu afin d'être joint à l'Accord politique du dialogue suscite déjà des vives réactions. L'un des premiers à monter au créneau, Mfumuntoto Basanga, leader du Parti de la Nation Congo (PN-C), rejette cet accord, lui qui a pris part aux assises organisées à la Cité de l'Union africaine à Kinshasa sous la médiation de l'ancien Premier ministre togolais et ancien secrétaire général de l'ex-Organisation de l'unité africaine, Edem Kodjo.



Mfumuntoto Basanga président du PN-C

Dans sa première intervention, le président du parti de la troisième voie, courant des pensées et coordonnateur du regroupement politique Troisième voie et alliés a indiqué : « Tout en appréciant l'initiative du chef de l'État pour avoir confié à la Céncó de convaincre nos frères à adhérer à l'Accord politique du 18 octobre 2016, nous sommes opposés aux différents couacs contenus dans l'Acte additif. Ma joie aurait été totale si, à la lecture de ce document, je n'avais pas eu quelques malaises au regard du chemin parcouru et compte tenu de notre lecture personnelle des enjeux de l'heure. Le projet que j'ai eu à lire comporte plus de dangers et pièges que d'issues heureuses apparemment recherchées par ses auteurs ».

Mfumuntoto soutient que les premiers vrais problèmes de cet Acte

se situent au niveau des termes (porteurs de sens) utilisés par le document de la Céncó. « Tout en se basant sur la Constitution de la République, la Résolution 2277 du Conseil de sécurité des Nations unies et l'Accord politique du 18 octobre 2016, ce texte propose des concepts qui ébranlent les mêmes bases », a-t-il poursuivi. Et il a relevé : « Pendant que l'Accord politique parle de la gestion consensuelle par un gouvernement d'Union nationale, cet Acte propose une période intérimaire avec un gouvernement de large union nationale et un conseil de transition, alors qu'aucune des bases citées par l'Acte additif ne soutient la logique d'une période intérimaire ou d'un conseil de transition ». Le leader de la troisième voie a égayé sa

pensée : « En science administrative, droit administratif comme dans l'article 75 de la Constitution, la période intérimaire ne s'explique que lorsque le mandat court et que la personne qui conduit ce mandat est frappée par un empêchement définitif. Dans ce cas, c'est une autre personne qui prend le pouvoir selon la loi, dans le cas d'espèce c'est le président du Sénat sur pied de l'article précité de la Constitution ».

Dans son appréhension, l'on ne peut pas soutenir l'idée de la période intérimaire après le 19 décembre 2016 parce que Joseph Kabila aura consommé tous les cinq ans de son mandat comme président de la République. Or, la Constitution ne parle nulle part d'une période intérimaire à la fin du mandat du président de la République. Elle ne dit pas non plus qu'à la fin de son mandat le président de la République assume l'intérim ou les affaires courantes. Elle stipule plutôt clairement qu'il reste en fonction jusqu'à l'installation effective du nouveau président élu (article 70 al.2). « Comment, administrativement parlant, une personne (le président de la République) peut-elle assumer son propre intérim ou rester à son poste pendant la période dite

intérimaire ? », s'est-il interrogé. Il continue son argumentaire, notant que ce concept en réalité ne peut être utilisé qu'en cas d'un régime spécial qui, par force, démet le président de la République de ses fonctions, et met en place un putschiste qui reconnaît l'ordre constitutionnel actuel.

« L'Accord politique par contre parle de la gestion consensuelle avec un gouvernement d'union nationale qui n'est pas à confondre avec le gouvernement de transition. Car, en art comme en sciences politiques, une transition est une période qui couvre le passage d'une légalité ancienne (Constitution) à une nouvelle (autre Constitution) via un acte constitutionnel de transition ou un compromis politique annulant les institutions en place. Car vous ne pouvez pas partir de la fin d'une transition à une ancienne Constitution (annulée par l'ouverture de la même transition ». Et Mfumuntoto de lancer : « De ce point de vue, l'Acte additif est plus dangereux que l'accord politique décrié sans raisons valables par les autres. En effet, il supprime, par le mécanisme de la transition et d'un Conseil de transition, la Constitution qu'il entend défendre. Ce que ne prévoit pas l'Accord politique de la Cité de l'Union africaine. À ce titre, il ne peut plus être « un Acte additif » à l'Accord politique de la Cité de l'Union africaine que nous défendons avec raison ».

Le président du parti de la troi-

sième voie affirme que l'Acte additif devrait ainsi éviter de parler au même moment de la période de transition et de la période intérimaire. Il l'explique en ces termes : « une transition (politique) est une période allant d'une ancienne vers une nouvelle légalité ou ordre constitutionnel. Or, l'Accord politique du 18 octobre 2016 ne parle pas de la transition, car il ne supprime pas l'actuelle Constitution. Bien au contraire, c'est un accord obtenu pour le retour consensuel à la Constitution et à l'organisation des élections crédibles, transparentes et apaisées ». Un autre fait qu'il relève, par ailleurs, que le premier paragraphe du texte du Rassemblement s'écarte des parties prenantes au dialogue reconnues par l'Accord politique du 18 octobre 2016, à savoir la majorité, l'opposition politique, la société civile et les personnalités sociopolitiques. Il conclut en ces termes : « La Résolution 2277 tant vantée ne prévoit nulle part la tenue d'un dialogue sous la médiation interne ni la tenue de plusieurs dialogues pour l'organisation des élections en RDC. L'Acte additif crée beaucoup de concepts sans contenu réel, tel l'inclusivité effective en vue d'un large consensus autour de la question électorale, comme si le Rassemblement refusait de discerner le vrai problème de la fraction de l'opposition politique qui pose problème ». La suite de son intervention est attendue.

Martin Engimo

RDC

L'Alliba dénonce une discrimination contre les Bangala

Pour cette association, l'ex-province de l'Équateur et ses ressortissants ne bénéficient d'aucun programme du gouvernement et sont mis à part dans la gestion de la chose publique.

L'Alliance de bangala (Alliba) lance un cri de détresse sur la discrimination dont seraient victimes les bangala de la RDC. Dans une déclaration du 4 décembre, cette association a noté que depuis la chute du régime de feu Maréchal Mobutu et la prise du pouvoir par l'Alliance des forces démocratiques pour la libération du Congo (AFDL) le 17 mai 1997 et sa continuité avec le pouvoir actuel, le calvaire est le pain quotidien des Congolais ressortissants de l'ex-province de l'Équateur et apparentés.

Selon la déclaration signée par le président du bureau provisoire de cette association, Michel Koyakpa, les précités sont injustement alignés comme complices de toutes les infractions d'atteinte à la sûreté de l'État et leurs droits statutaires dans tous les secteurs, notamment celui de l'emploi public, sont le tout simplement du monde bafoués. Dans les programmes d'investissement à caractère économique, industriel, administratif, politique, culturel, etc., a noté l'Alliba, l'AFDL et ses « rejets » se sont distingués dans la pratique discriminatoire en défaveur de l'espace lingalaphone. L'association a appuyé ses accusations par l'absence des Cinq chantiers et de la Révolution de la modernité, deux programmes de développement du gouvernement de la République,



Le président du comité provisoire de l'Alliba, Michel Koyakpa

dans l'ex-province de l'Équateur.

Non prise en compte par les différents programmes

Pour l'Alliba, la preuve pratique de cette discrimination se trouve matérialisée dans les budgets du

pays subséquents de la RDC, les mécanismes de soutien aux entreprises, les différents programmes d'aide au développement convenus avec les partenaires tant bilatéraux que multilatéraux ainsi que la procédure de désignation des animateurs des institutions publiques. « Il serait intolérable d'admettre qu'une grande fraction de la population ngala soit considérée comme inapte à exercer des fonctions publiques ou à participer au processus de développement multisectoriel de son pays », a fait remarquer l'Alliba pour qui la représentativité géographique et culturelle équitable de toutes les 450 ethnies composant la Nation congolaise dans les différentes institutions de la République ferait partie de l'éthique de la gouvernance pour la reconstruction de la RDC. Cependant, a

fait constater cette organisation sans but lucratif, ceci ne semble pas être le cas dans le comportement des décideurs de ces jours. Après ce constat, l'Alliba dit exhorter toutes les institutions de la République à mettre fin à cette discrimination à l'égard du peuple Ngala, qui violerait la Constitution du pays et romprait le pacte républicain. Pour cette organisation, faire jouir les ressortissants de l'ex-province de l'Équateur de tous les droits et obligations reconnus à tout citoyen congolais profiterait à l'ensemble du pays et serait le socle de la consolidation de l'État-nation. « Tel est le prix de la paix, gage du véritable développement tant attendu et caressé par le peuple congolais, au lieu de verser dans la division de basse facture », a conclu l'Alliba.

Lucien Dianzenza

Florentin Mokonda Bonza : « Le Congo appartient à tout le monde »

Alors qu'on s'approche de la date fatidique du 19 décembre 2016 qui marque la fin du deuxième et dernier mandat du président de la République, Joseph Kabila, l'univers politique congolais semble être dans l'expectative. Donnant son avis sur la situation et les enjeux de l'heure sur Actualite.cd, le sénateur Florentin Mokonda Bonza a insisté, une fois de plus comme il le fait déjà dans ses interventions à la chambre haute du Parlement, au respect de la Constitution.



Le sénateur Florentin Mokonda Bonza

Participant au dialogue national conclu par la signature d'un accord politique, cet élu de l'ex-province orientale note en substance : « Nous devons respecter la Constitution. Si nous nous engageons pour que le président Kabila reste là jusqu'à la tenue des élections comme c'était déjà fait à la Cité de l'Union africaine qui a emboîté le pas de ce que l'UDPS avait déjà conclu secrètement avec le pouvoir, Kabila restera là. C'est un accord politique qui ne doit pas mettre en mal la Constitution ».

Aussi a-t-il rejeté l'idée d'un régime spécial qui propose certains acteurs politiques. « Régime spécial ça veut dire que la Constitution n'existe plus. Si vous décidez de nommer un vice-président de la République, vous serez obligés de modifier la Constitution. Or, tout le monde parle du respect de la Constitution. Le Rassemblement ne jure que par le respect de la Constitution. L'accord signé à la cité de l'Union africaine a également insisté sur le respect de la Constitution. Si vous mettez en place un régime spécial, vous foutez aux pieds la Constitution ». Florentin Mokonda Bonza n'approuve donc pas la mise à l'écart de la Constitution pour une transition, car cela exigera par la suite la rédaction d'un nouveau texte de la Loi fondamentale. « Et là, nous allons justement faire ce que Kabila voulait faire : rédiger une nouvelle Constitution », a-t-il fait remarquer.

Éventuelle rencontre Kabila-Tshisekedi

Quant au tête-à-tête entre Kabila et Tshisekedi, leader de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et président du comité des sages du Rassemblement, le sénateur rappelle que le Congo n'appartient pas seulement à ces deux personnalités politiques, l'a-t-il reconnu, sont de gros poids politiques. La rencontre entre les deux est toutefois envisageable, estime le sénateur Mokonda, et confirmera l'existence des accords secrets entre le pouvoir et l'UDPS. « Depuis 2015, il

y avait déjà plusieurs négociations entre l'UDPS et le pouvoir. Il y a aussi des accords écrits qui ont été signés. Si aujourd'hui on apprend que le président Kabila reçoit le président Tshisekedi, ça ne sera pas étonnant. Ça viendrait confirmer les accords qui existent déjà depuis plusieurs mois », a confié le sénateur.

Pour lui, si cette rencontre peut éviter le chaos prévisible du 20 décembre 2016, ce sera bénéfique pour le pays, mais le peuple doit être impliqué : « Faire et défaire c'est toujours travailler. Il y a eu cet accord de l'Union africaine. Il s'est justifié dans la mesure où il fallait trouver une solution au chaos qui était prévisible le 20 décembre prochain si jamais les uns et les autres ne se mettaient pas autour d'une table pour discuter du fait que le gouvernement n'a pas voulu organiser les élections. Voilà pourquoi il fallait se retrouver à la cité de l'Union africaine pour en discuter. Mais on ne peut pas prétendre que cet accord soit parfait. Ce qu'il faut éviter, c'est le fait qu'on en fasse une affaire entre deux personnalités, Kabila et Tshisekedi et donner l'impression que le Congo leur appartient et que les autres Congolais n'ont plus rien à dire. Il ne faudrait pas tomber dans l'erreur du passé à l'époque du Zaïre où l'on croyait que le pays appartenait soit au président Mobutu, soit au président Tshisekedi de l'UDPS. Le Congo appartient à tout le monde ». Florentin Mokonda Bonza se rassure, en notant que selon la Constitution et les différents accords conclus, Kabila restera au pouvoir après le 19 décembre 2016, mais il faut réduire la durée de la transition.

Martin Enyimo

CAN-GABON 2017

La RDC sera privée de Yannick Bolasie

Mauvaise nouvelle pour les Léopards de la RDC qui préparent la Coupe d'Afrique des nations prévue pour janvier 2017 au Gabon. Le virevoltant ailier gauche Yala Yanick Bolasie qui passe pour un des atouts offensifs de taille de la RDC s'est grièvement blessé le 4 décembre alors qu'il disputait sous les maillots de son club Everton un match de la première ligue anglaise contre Manchester United.

La rencontre qui s'est soldée sur un score de parité (un but partout) aura cependant laissé un goût âcre à cause de cette collision brutale sous le feu de l'action entre l'attaquant congolais et un joueur adverse. Blessé sérieusement aux ligaments croisés de son genou droit, Yanick Yala Bolasie n'a hélas pu poursuivre la partie et a été évacué sur une civière. Quand bien même l'équipe médicale d'Everton se réserve de donner des précisions quant à la durée d'indisponibilité de l'international congolais,

d'autres sources recoupées indiquent qu'il en aura pour une longue durée. On parle même de plusieurs mois qu'il pourrait observer loin de l'aire de jeu au regard de la gravité de sa blessure. D'après le site du club, Bolasie pourrait être opéré dans les prochains jours sans en dire plus. L'attaquant de 27 ans né à Lyon et recruté à prix d'or cet été (29,5 millions d'euros) par Everton manquera à coup sûr à la RDC qui rêve d'une belle prestation à la hauteur de ses ambitions à la CAN 2017. Une grande perte pour le sélectionneur national Florent Ibenge qui devra s'appuyer sur d'autres talents pour compenser ce vide. Pas facile

de remplacer un Yannick Bolasie qui, outre sa vitesse d'exécution et le fait qu'il pèse sur les défenses adverses, est un excellent tireur en plus d'être un bon passeur.

Il faudra faire avec ce coup du sort. Jordan Botaka, Assombalanga, Afobé et tant d'autres sont autant des pièces de rechange dont dispose le coach pour résoudre l'équation Bolasie. Ce dernier qui avait pris



Yannick Bolasie

une part active à la CAN-Guinée Equatoriale 2015, où il a terminé en troisième place avec les Léopards, était sur une bonne dynamique lors des éliminatoires de la prochaine CAN en étant l'un des acteurs-clés de nombreuses victoires engrangées par la RDC. Mémement pour les éliminatoires de la Coupe du monde Russie 2018 où il a signé l'un de deux buts de la RDC lors de sa dernière sortie face au Syli national de la Guinée (2-1). Rappelons que la RDC évoluera dans le groupe C de la CAN Gabon 2017 en compagnie du Maroc, de la Côte d'Ivoire et du Togo.

Alain Diasso

MUSIQUE

Le slameur congolais Kayro se produira samedi à Marseille

Dénoté « Le meeting », le spectacle qui allie à la fois chant et slam sera joué, le 10 décembre, à Afriki Djigui à Marseille en France par le slameur-musicien congolais Roland Kaya, dit Kayro.

La soirée slam entrecoupée de chants qu'accompagnent la guitare et la sanza de Kayro fera revivre au public phocéén les belles nuits congolaises où la voix et les instruments à cordes suffisaient pour égayer l'assistance. À travers un choc de mots poétiques, Kayro dénonce les injustices, la fracture sociale, les antivaleurs, le tout dans un humour et une ironie burlesques. Comédien, conteur, slameur, musicien, compositeur, Kayro est un artiste au registre complet qui sème la joie et la gaieté lors de ses prestations scéniques. « L'art est un aliment capable de nourrir, guérir et ressusciter une société, une nation, un monde en crise de paix de bonheur et d'amour », aime-t-il dire. Dès l'âge de 10 ans, il est

bercé par l'art en s'adonnant au dessin, arrachant régulièrement les pages de ses cahiers pour y mettre un dessin ou une image quelconque. Ce qui lui valait chaque fois des fessées administrées par ses parents, soucieux du devenir de leur enfant. Deux ans plus tard, c'est le hip-hop qui l'accueille avec le groupe de rap Légitime brigade.

Kayro qui veut embrasser tous les arts fait ses premiers pas au théâtre en 1996 dans la troupe théâtrale E2 Enfant de l'ennui aux côtés de Marcel Mankita Wasta, Nestor Mabiala, Abdon Fortuné Koumbha, Julien Mabiala Bissila, Jean Jules Koukou. Quand surviennent les événements politico-militaires de 1997, il se retire à Pointe-Noire. Dans la ville océane, il continue à faire l'art et étoffe son registre en apprenant le piano, la guitare et compose des poèmes qui sont déclamés par les enfants dans les écoles. En 1999, il intègre la compagnie de conte Africa Graffitis que venait de créer les frères Mabiala, Nestor et Jorus.



L'affiche du spectacle de Kayro crédit photo DR»

Tous les trois ont participé à plusieurs événements culturels au pays et en Afrique. Kayro dont le talent en musique ne se dément plus monte en 2006 son groupe de musique Ban D'L Bhang (Arrière-petits-fils en langue Punu) qui a pour style le reggae soul. Avec le Collectif Styl'Oblique Pointe-Noire, Kayro a vulgarisé le slam dans la ville océane. Il a écrit ses premières lettres de noblesse en 2007, 2008, 2009. La tournée à Libreville en compagnie de 18 slameurs venus de six pays est le couronnement de la vitalité du slam congolais dont Kayro est l'un des fleurons. De cette rencontre d'artistes sortira l'album Slamophobie. Après sa tournée française dite Fiesta Bantu en 2010 avec la compagnie de conte Africa Graffitis, Kayro gagne en maturité et son art s'est professionnalisé davantage. Deux ans plus tard, il y retourne pour s'y établir et faire partager sa passion du conte, du slam, du chant et de la musique au public de l'Hexagone.

Hervé Brice Mampouya

IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET NUMÉRIQUE SÉRIGRAPHIE PELLICULAGE DOS CARRÉ COLLÉ CONCEPTION GRAPHIQUE



UNE LARGE GAMME DE PRODUITS



Journaux



Chemises à rabat

Magazines



Cartes de visite



Dépliants



Livres



Calendriers



Flyers, Affiches

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels
Numéros spéciaux...

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Flyers
Affiches
Divers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317

imp.bc@adiac-congo.com

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gessou
Brazzaville - République du Congo

TRANSPORT EN COMMUN

Les trajets fractionnés obligent les élèves à avoir recours aux grumiers pour aller à l'école

La scène s'est passée le 6 décembre sur l'une des artères principales de Loandjili, où les courts trajets des bus obligent certains élèves à recourir aux véhicules grumiers pour se rendre dans leurs établissements scolaires.



Vue des élèves sur un grumier

Interrogés sur les éventuels accidents qui peuvent subvenir en empruntant ces grumiers, Louis Sambou Darcis, l'un des élèves, à expliquer qu'ils sont obligés de monter sur ces engins à cause de l'insuffisance des moyens financiers dont ils disposent et qui ne leur permettent pas de prendre ces bus qui font des courts trajets. « Nous ne payons rien, il suffit de monter sur le véhicule. Ceci parfois contre la volonté du conducteur. Nous empruntons ces véhicules pour ne pas arriver en retard à l'école. C'est dangereux, nous le savons bien. Mais que voulez-vous ? », a-t-il dit.

De son côté, le conducteur n'a pas voulu répondre à une question estimant que cette façon de faire permet de rendre service aux élèves qui n'ont pas assez d'argent pour emprunter ces bus qui font des trajets fractionnés couramment appelés demi-terrains. Rappelons que ces pratiques blâmables sont fréquentes dans la ville. Celles-ci devraient interpeller la conscience des autorités compétentes. Car ces véhicules sont destinés exclusivement au transport des marchandises. Les écoliers qui montent à bord ne sont pas couverts par l'assurance en cas d'accident.

Séverin Ibara

CONSEIL DU SPORT DE L'UA

Les experts débattent du plan stratégique de développement du sport dans la région 3

Les experts de la Région 3 du Conseil du sport de l'Union africaine (CSUA) se réunissent depuis le 5 décembre au Complexe sportif de Kintélé en vue de doter leur région d'un dispositif organisationnel adapté à chacune des régions issues de la nouvelle structuration

Au terme de cet atelier de planification stratégique de la Région 3 du Conseil du sport de l'Union africaine, les experts pourront, sans nul doute, prendre ce mercredi des délibérations et résolutions en vue de booster le sport dans cette région d'Afrique centrale. Dans son mot d'orientation, Michel Tchoya, l'administrateur intérimaire du conseil du sport de l'UA a précisé que cette rencontre s'inscrivait dans le droit fil des mesures prises par la commission de l'Union africaine. C'est la traduction dans les faits de l'une des importantes dispositions prises par la nouvelle architecture du sport en Afrique, à savoir la restructuration des zones de l'ex-conseil supérieur du sport en Afrique (Cssa) et leur réalignement sur les cinq régions



Léon Alfred Opimbat ouvrant les travaux de l'atelier de planification stratégique de la région 3 (Photo DR)

de l'UA. La dissolution du Cssa, lors de la 5e session de la Conférence des ministres des sports de l'Union africaine, tenue du 22 au 26 juillet 2013, a rappelé le ministre congolais des Sports et de l'éducation physique, était « la preuve de l'engagement de l'Afrique en faveur du développement des sports et de la reconnaissance du rôle central que doivent jouer les gouvernements dans le

développement des sports dans notre continent », a expliqué Léon Alfred Opimbat, avant de définir les objectifs de la réunion des experts de la Région 3 à Brazzaville. « Cet atelier qui réunit les experts de notre région, vise à mettre sur pied un plan d'action stratégique en vue de la mise en œuvre effective du cadre de la politique de développement durable du sport en Afrique et

la restructuration de la Région 3, conformément au découpage géographique des Régions de l'UA », a précisé le ministre des Sports et de l'éducation physique. A Brazzaville, les experts n'ont qu'un but à atteindre : restructurer et réorganiser la Région 3, jadis zone 4. Pour atteindre cet objectif, ils ont bénéficié d'un appui technique de M. Selmi, cadre supérieur au ministère de la Jeunesse

et des sports d'Algérie, diplômé en sociologie du sport, en gestion d'organisation sportive, spécialiste en organisation des événements-marketing et secrétaire général de la Région 1 du CSUA, notamment à travers un document de base qui leur est soumis pour examen. « C'est ici l'occasion de féliciter les membres de ce groupe de travail qui vous proposent des documents de qualité, pour servir de base de travail prélude à l'assemblée générale constitutive au niveau des ministres, laquelle adoptera les statuts et mettra sur pied les organes permanents de la Région 3 du CSUA », a souligné Léon Alfred Opimbat. Et à Auguste Robert, officier principal de la division des sports de l'UA d'ajouter : « En application de la mise en œuvre de la décision du conseil exécutif (...) la région 1 a été priée de fournir une expertise technique à la restructuration de cet atelier de l'UA conformément à l'architecture du sport en Afrique. »

James Golden Eloué

VIENT DE PARAÎTRE

Berthrand Nguyen Matoko signe « Alban »

Ce recueil de 190 pages, relate une histoire qui dénonce les violences conjugales et l'inceste. Violences combattues par la société mais, parfois difficile à éradiquer dans l'intimité.

Paru en décembre 2016 aux éditions l'harmattan, « Alban » de Berthrand Nguyen Matoko parle d'Adèle de la forteresse qui est mariée à Alban. Son histoire qui paraît invraisemblable l'a rendue hystérique vis-à-vis d'elle-même. Elle est victime de viols au sein de son propre couple durant sept ans. Les scènes de viols ayant débuté de façon sournoise et subtile tout juste après son mariage.

Ce souvenir très détaillé forme encore dans sa mémoire comme une masse de haine et de tristesse. Elle a longtemps gardé ce secret et décide alors de se confier à sa mère qui, malheureusement ne la croit pas et, en parle à une collègue qui, l'a prise pour une folle. Personne ne la croit ou plutôt accepte ce qui leur semble un mensonge. Sa relation est basée de frayeur, de curiosité et de fièvre sentimentale. Elle part alors voir Maître Gilles Thibault, avocat à la cour pour lui expliquer ce qui la chagrine et envisage un divorce. Maître Thibault se mit à l'expliquer le temps que prend généralement une procédure de conciliation et éventuellement de divorce, il ferait de son mieux pour l'aider. Puis, lui demande ce que pense son époux. « De toutes les façons, mon couple est arrivé à un stade de non-retour », réponds Adèle.

Berthrand Nguyen Matoko est auteur de plusieurs romans parmi lesquels : « Abéti Masikini, la voix d'or du Zaïre » ; Cinq ans plus tard. Il y évoque la question de l'homosexualité en Afrique à travers le roman « Le Flamant noir » paru aux Éditions l'Harmattan en 2004 ; « Les Petits grains de sable. », un roman dans lequel l'auteur décrit la place de la femme africaine dans la société occidentale en 2012. Il crée l'événement avec La Confession des âmes, chez le même éditeur. Un roman dans lequel la religion catholique est remise en cause face à la sexualité des prêtres. En 2014, il écrit « Cœur qui rit, âme qui soupire ». Berthrand Nguyen Matoko, juriste et psychologue, œuvre dans diverses associations qui défendent la cause de ceux que l'on nomme « minorités ».

Rosalie Bindika

FOOTBALL

Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (Ligue 1) en Coupe de France (8^e de finale)

Ligue 1, 16^e journée

Vendredi soir, Arnold Bouka Moutou a vu rouge pour la première fois de sa carrière : titulaire lors du déplacement à Caen, le latéral gauche a reçu deux avertissements en 2 minutes (29^e et 31^e), abandonnant ses coéquipiers. Qui vont rapidement menés 1-3 (à la 43^e). Mais sans Dylan Bahamboula, resté sur le banc, le DFCO va arracher le match nul en fin de match (3-3).

Thievy Bifouma est resté sur le banc lors du naufrage de Bastia à Monaco (0-5).

Fodé Doré n'était pas dans le groupe d'Angers, tenu en échec par Lorient 2-2.

Sans Morgan Poaty, blessé, ni Jonathan Ikoné Nanitamo, non retenu, Montpellier inflige au PSG sa plus cinglante défaite depuis 5 ans (3-0). Mis au supplice par Thauvin, Lopes et Njié, Tobias Badila a passé une mauvaise soirée lors du revers de Nancy à Marseille (0-3). Effacé par Thauvin sur l'ouverture du score. Brice Samba a assisté au match depuis le banc de touche.

Jules Iloki a joué 76 minutes lors du revers de Nantes à Guingamp (0-2). Sans Alan Dzabana, qui a joué en amical avec la réserve, Lyon se déplaçait à Metz. Où la rencontre n'est pas allée à son terme à cause de jets de pétards par les supporters lorrains.

Au classement, dominé par Nice, Monaco repasse devant Paris, alors que Lyon reste à dix longueurs du podium. Angers, 11^e, est doublé



Tobias Badila a souffert contre l'OM et Florian Thauvin (BORIS HORVAT/AFP)

par Marseille, qui fait son retour dans la première partie de tableau. Montpellier est 12, alors que Dijon, Nancy, Caen, Bastia et Nantes se tiennent en 3 points de la 15^e à la 19^e place.

Coupe de France, 8^e tour

Sans Hugo Konongo, dont la blessure au genou tarde à se résorber, Sedan est éliminé à Epinal (0-1). Sans Hardy Bingoula et Charlevy Mabilia, non convoqués, Auxerre se qualifie à Cluses-Scionzier (4-1). Sans Yven Moyo et Davel Mayela, Laval obtient son ticket à Cholet (1-0). Chris Malonga était titulaire. Dans les rangs choletais, Galtot Youlou Loufoukou n'était pas convoqué. Belle performance de Vity-Châtill-

lon et Dalnath Miatoudila, titulaire en défense centrale, qui se qualifie aux dépens de Belfort, pensionnaire de CFA. Les joueurs de CFA l'emportent 1-0 après prolongations.

Grenoble fait le strict minimum face à Pontarlier, CFA, avec un score écriqué de 1-0. Briphil Nkouma n'était pas dans le groupe du GF38. Fernand Mayembo, remplaçant, et Niort passent par les tirs au but pour venir à bout d'Anglet (0-0, 9-8 aux tab).

Dolan Bahamboula, titulaire, et Saint-Geneviève se qualifient face à Roye-Noyon 1-0.

Bergerac et Damien Mayenga, titulaire et impliqué sur le 3^e but, corrigent Balma et Archi Fataki (3-0). Randi Goteni était titulaire lors de la qualification de l'Estac à Saint-Marcellin (0-2). Le milieu congolais a été remplacé à la 68^e, alors que Troyes menait d'un but.

Le CA Bastia de Blanstel Koussalouka passe sans forcer au détriment de Frontignan (2-0).

Titulaire et buteur à la 82^e, Hermann Mongomba triple le score pour Blois, large vainqueur sur le terrain des Bretons de Rannée-la-Guerche (3-0).

Owen Itoua, titulaire, et Saumur chutent à domicile face au Poiré-sur-Vie (0-2).

Fin de parcours également pour Saint-Colomban-Locminé, écarté par Le Havre (0-4). Cecil Filanckembo et Teddy Lia Okou n'étaient pas sur la feuille de match.

Camille Delourme